

Résumé

Rééquilibrer l'économie après la crise

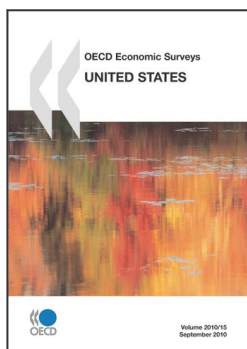
Soutenue par une ample action des pouvoirs publics et des conditions financières qui vont en s'améliorant, la reprise économique progresse. La politique monétaire devrait rester accommodante pour appuyer l'activité économique à mesure que la politique budgétaire se durcira, mais les conditions nécessaires se mettent déjà en place dans la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, tâche qu'il faudrait poursuivre. En ce qui concerne le marché du travail, des mesures supplémentaires en faveur de la formation professionnelle et du perfectionnement éducatif devront sans doute être prises pour réinsérer les travailleurs dont les qualifications se seront dégradées à cause d'un chômage prolongé ou ne répondront plus aux besoins des employeurs. L'effort de réforme devrait porter avant tout sur les sources de déséquilibre. En particulier, au fur et à mesure du redressement du marché du travail et de la hausse des prix immobiliers, il faudrait réduire les aides à la propriété afin de freiner l'incitation à surinvestir dans le logement. La mise en œuvre de la réforme dans le secteur financier devrait mieux s'attaquer aux problèmes d'incitation dans le secteur bancaire et également au phénomène d'aléa moral. Une plus forte épargne publique et privée et une augmentation des exportations limiteraient le risque de réapparition de déséquilibres très marqués de balance courante et appuieraient les efforts de réajustement qui devraient être déployés dans les pays excédentaires.

Restaurer la viabilité budgétaire

Comme les autres pays de l'OCDE, les États-Unis sortent de la récession avec un important déficit budgétaire et une dette publique en hausse. Cela pourrait en définitive être jugé préoccupant par les intervenants sur les marchés obligataires, même si ceux-ci ne se sont guère inquiétés jusqu'ici de la capacité du gouvernement américain de financer sa dette. Le gouvernement a proposé de réduire le déficit fédéral en le ramenant de quelque 10½ pour cent du PIB en 2010 à 3 % en 2015, ce qui stabiliserait le ratio dette/PIB. Des mesures correspondant à la plus grande partie de cet effort budgétaire ont été recensées, et une commission bipartisane a été chargée de proposer des initiatives complémentaires. Une telle action serait certes salutaire, mais le ratio dette/PIB se trouverait stabilisé à près de deux fois son niveau d'avant la crise, ce qui ne laisserait guère de marge pour remédier aux imprévus et compliquerait encore le problème à long terme du vieillissement démographique. Il faudrait prendre de nouvelles mesures d'assainissement après 2015 pour obtenir une baisse tendancielle du ratio dette/PIB durant la deuxième moitié de la décennie. Pour ce faire, les restrictions de dépenses ne suffiront probablement pas ; il faudra aussi augmenter l'impôt. Afin de limiter l'impact négatif sur les incitations économiques, la priorité devrait être d'élargir les bases d'imposition en mettant fin progressivement aux exonérations qui ont un effet de distorsion. À long terme, il faudra freiner la hausse des prestations sociales, en particulier pour Medicare et Medicaid.

Prendre des mesures efficaces pour lutter contre le changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à l'activité humaine provoquent un changement climatique qui pourrait être extrêmement coûteux. Comptant parmi les principaux émetteurs de carbone, les États-Unis ont un rôle central à jouer dans tout accord visant à réduire les émissions. Le moyen optimal en termes de coût-efficacité pour limiter les émissions consiste à les tarifier et à aider à la mise au point et au déploiement des technologies qui permettront de les réduire, ce qui rendra moins coûteuse à l'avenir la lutte contre la pollution. Telle est l'approche que le gouvernement actuel a adoptée en s'employant à mettre en place une politique complète de lutte contre le changement climatique. La Chambre des représentants a légiféré en ce sens en 2009, pas le Sénat. À défaut, l'Agence américaine de protection de l'environnement, l'EPA, étendra progressivement à tous les secteurs la réglementation visant à réduire les émissions des véhicules à moteur. Ce ne serait pas un moyen optimal en termes de coût-efficacité pour réduire les émissions, et il est peu probable que l'on obtienne ainsi une réduction conforme aux engagements que prendront vraisemblablement les États-Unis dans tout accord mondial.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: United States 2010

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2010-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: United States 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2010-2-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.